

ARRÊTÉ

portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société LAINIÈRE DE PICARDIE à PÉRONNE

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2013 autorisant la société LAINIÈRE DE PICARDIE d'exploiter une installation de tissage-apprêt-teinture-finissage de matières textiles à PÉRONNE (80202) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2023 relatif à la mise en place de moyens en eau et d'un confinement sur le site ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 21 mai 2024 transmis à l'exploitant par courrier du 11 juin 2024 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu la réponse de l'exploitant du 21 juin 2024 suite à la transmission du rapport susvisé ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 11 juin 2024 reçu le 14 juin 2024 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courriel du 23 juillet 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 21 mai 2024 réalisée sur le site susvisé, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- aucun moyen de confinement des eaux d'extinction incendie n'est présent sur le site le jour de la visite, et ce contrairement aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2023 susvisé prévoyant que :

« Dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le site dispose d'un bassin de confinement de 3134 m³.

L'exploitant assure l'étanchéité de la rétention du bâtiment n°24 afin d'interdire le rejet des eaux d'extinction directement dans le cours d'eau La Cologne.

La rétention des eaux d'extinction est interdite sur :

- les voies engins ;
- les aires de mise en station d'échelle aérienne ;
- les aires d'alimentation des engins à proximité des poteaux ou réserves incendie.

Les vannes automatiques suivantes des eaux d'extinction sont signalées :

- la vanne automatique des eaux d'extinction ;
- la vanne d'arrêt sur les pompes de relevage ;
- la vanne d'arrêt au niveau du séparateur hydrocarbures.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédure, compte-rendu des opérations de maintenance,...). »

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bon de commande signé dans le mois qui suit sa signature et l'informe du démarrage effectif des travaux, sous 2 semaines à compter du commencement. » ;

- l'inventaire des produits chimiques a été présenté, mais il n'est pas à jour. En effet, plusieurs produits chimiques issus de la liste ne sont plus présents sur site. Ceci laisse prétendre que

des produits présents sur le site ne sont pas répertoriés, et ce contrairement aux dispositions de l'article 1.25.1 de l'arrêté du 25 novembre 2012 susvisé prévoyant que :

« [...] L'inventaire et l'état des stocks (nature, état physique, emplacements...) des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement sont constamment tenus à jour. L'ensemble des documents susvisés est tenu en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

- l'ensemble des produits chimiques n'est pas stocké sur rétention, et ce contrairement aux dispositions de l'article 1.28.3 de l'arrêté du 25 novembre 2012 susvisé prévoyant que :

« [...] Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si celle-ci est inférieure à 800 litres, soit à 20% de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 800 litres, si cette dernière excède 800 litres. [...]. »

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la protection de l'environnement et la santé ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LAINIÈRE DE PICARDIE de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2023 susvisé et des articles 1.25.1 et 1.28.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 novembre 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBIET

La société LAINIÈRE DE PICARDIE sise B.P. 89 Buire-Courcelles à PÉRONNE (80200) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2. – CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION

Dans un délai de 9 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2023 qui prévoit notamment que :

« [...] toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier

à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le site dispose d'un bassin de confinement de 3134 m³.

L'exploitant assure l'étanchéité de la rétention du bâtiment n°24 afin d'interdire le rejet des eaux d'extinction directement dans le cours d'eau La Cologne.

La rétention des eaux d'extinction est interdite sur :

- les voies engins ;
- les aires de mise en station d'échelle aérienne ;
- les aires d'alimentation des engins à proximité des poteaux ou réserves incendie.

Les vannes automatiques suivantes des eaux d'extinction sont signalées :

- la vanne automatique des eaux d'extinction ;
- la vanne d'arrêt sur les pompes de relevage ;
- la vanne d'arrêt au niveau du séparateur hydrocarbures.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédure, compte-rendu des opérations de maintenance...). ».

ARTICLE 3. – SUIVI DE CHANTIER

L'exploitant rédige un compte-rendu écrit, accompagné de photos, de l'avancée des travaux.

Ce compte-rendu est transmis à l'Inspection des installations classées tous les 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4. – INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 1.25.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 novembre 2013 qui prévoit notamment que :

« [...] L'inventaire et l'état des stocks (nature, état physique, emplacements...) des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement sont constamment tenus à jour. L'ensemble des documents susvisés est tenu en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 5. – AMÉNAGEMENT DES SOLS-DISPOSITIFS DE RÉTENTION

Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 1.25.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 novembre 2013 qui prévoit notamment que :

« [...] Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,

- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si celle-ci est inférieure à 800 litres, soit à 20% de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 800 litres, si cette dernière excède 800 litres. [...]. »

ARTICLE 6. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté précédent ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 7. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 8. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier – 80000 AMIENS) ou le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 9. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de PÉRONNE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LAINIÈRE DE PICARDIE.

AMIENS, le 29 JUL. 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Emmanuel MOULARD